

SENATO DELLA REPUBBLICA
— VII LEGISLATURA —

(N. 1558)

DISEGNO DI LEGGE

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 23 gennaio 1979
(V. Stampato n. 2309)*

presentato dal Ministro degli Affari Esteri
(FORLANI)

di concerto col Ministro dell'Interno
(ROGNONI)

e col Ministro di Grazia e Giustizia
(BONIFACIO)

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 26 gennaio 1979*

Ratifica ed esecuzione della Convenzione di estradizione e di assistenza giudiziaria in materia penale tra la Repubblica italiana e la Repubblica popolare ungherese, firmata a Budapest il 26 maggio 1977

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione di estradizione e di assistenza giudiziaria in materia penale tra la Repubblica italiana e la Repubblica popolare ungherese, firmata a Budapest il 26 maggio 1977.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 42 della Convenzione stessa.

CONVENTION**d'extradition et d'entraide judiciaire en matière pénale entre
la République Italienne et la République Populaire Hongroise**

Le Président de la République Italienne et le Conseil Présidentiel de la République Populaire Hongroise, désirant régler entre les deux Etats l'extradition, ainsi que l'assistance judiciaire réciproque en matière pénale ont convenu de conclure à ce sujet une convention et ont nommé à cet effet pour leurs Plénipotentiaires:

Le Président de la République Italienne:

S.E. Francesco Paolo Bonifacio, Ministre de la Justice

Le Conseil Présidentiel de la République Populaire Hongroise:

S.E. Mihàlm Korom, Ministre de la Justice

lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

SECTION I**EXTRADITION****ARTICLE PREMIER.**

(*Obligation d'extradition*).

Les Parties Contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, sur demande, selon les règles et sous les conditions déterminées par les articles suivants et par les règles de procédure de leur droit interne, les individus qui sont poursuivis ou condamnés par les Autorités Judiciaires de l'autre Etat.

ARTICLE 2.

(*Objet de l'extradition*).

1. Seront sujets à extradition:

a) les individus qui sont poursuivis pour des infractions punies par les lois des Parties Contractantes d'une peine dont le maximum est d'au moins deux ans d'emprisonnement ou d'une peine plus sévère;

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

b) les individus qui, pour des infractions punies par les lois des deux Parties Contractantes sont condamnés définitivement par les tribunaux de l'Etat requérant à une peine d'au moins six mois d'emprisonnement.

2. En cas de demande d'extradition portant sur plusieurs infractions dont quelques unes ne répondent pas aux conditions du montant de la peine mentionnés aux alinéas précédents, la Parties Contractante requise peut permettre l'extradition pour toutes les infractions.

ARTICLE 3.

(*Limites subjectives à l'extradition*).

Les Parties Contractantes n'extraderont pas leurs ressortissants respectifs et les apatrides résidents. La qualité de ressortissant s'appréciera à la date de la demande d'extradition.

ARTICLE 4.

(*Exception à l'obligation d'extradition*).

L'extradition sera refusée:

a) si l'infraction, selon la loi de la Partie requise, a été commise en tout ou en partie dans le territoire de ladite Partie;

b) si, pour cette infraction, suivant les lois de l'une des Parties, la procédure ou l'exécution pénale ne serait pas admissible à cause de la prescription ou si une amnistie est intervenue, ou s'il existe une autre raison, qui empêche l'exercice de l'action pénale ou l'exécution de la peine;

c) si, dans l'une des deux Parties l'infraction motivant la demande est prévue exclusivement par la législation sur la presse, les lois fiscales, douanières ou monétaires;

d) si, dans l'une des deux Parties l'infraction motivant la demande consiste uniquement dans la violation d'obligation militaire;

e) si, pour la même infraction et à la charge de la personne dont l'extradition est demandée, un jugement définitif a été prononcé par les autorités de la Partie requise ou une procédure est en cours devant les mêmes autorités;

f) si les infractions ayant été commises hors du territoire de la Partie requérant par un étranger à cette Partie, la législation de l'Etat requise n'autorise pas la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire;

g) si dans l'une des deux Parties l'infraction n'est à poursuivre que sur plainte de la partie lésée et la partie lésée n'a pas introduit sa plainte en temps opportun; lorsque le droit de la Partie Contractante requérante n'exige pas de plainte de la Partie

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

lésée, la Partie Contractante requise comptera le délai fixé dans son propre droit pour l'introduction de la plainte du jour où la partie lésée a appris que l'inculpé se trouve sur le territoire de la dite Partie Contractante.

ARTICLE 5.

(*Infractions politiques*).

L'extradition ne sera pas accordée dans les cas suivants:

- 1) lorsque l'infraction pour laquelle elle est demandée est considérée par l'Etat requis comme une infraction politique ou comme un fait connexe à une telle infraction;
- 2) lorsque la personne, dont on a demandée l'extradition, a reçu asile dans les territoire de l'Etat requise;
- 3) lorsque l'extradition n'est pas compatible avec les autres obligations internationales de l'Etat requis.

ARTICLE 6.

(*Demande d'extradition et pièces à l'appui*).

1. Un mandat d'arrêt judiciaire sera joint à la demande d'extradition pour effectuer la procédure criminelle. Ce mandat contiendra la description des faits de l'infraction et le texte des règles juridiques sur l'infraction et sa punition; en cas d'infractions effectuant les biens, le montant des dommages causés par l'infraction, ou les dommages que l'infraction aurait pu causer seront indiqués.

2. A la demande d'extradition pour exécution de la peine sera jointe la décision avec ses motifs et le certificat que cette décision est passée en force de chose jugée, ainsi que le texte des règles juridiques sur l'infraction commise par le condamné; en plus la demande indiquera quelle part de sa peine le condamné a purgée.

3. Si la décision jointe à la demande d'extradition a été rendue en absence de l'individu dont l'extradition est demandée, la Partie Contractante requérante n'exécutera pas la décision, mais effectuera de nouveau la procédure avec la participation de la personne extradée dans les cas admis et selon les conditions prévues par sa propre législation.

4. En cas d'une infraction à poursuivre sur plainte de la partie lésée la date de la présentation de cette plainte sera indiquée dans la demande d'extradition, ainsi que le fait que la plainte de la partie lésée a été présentée par une personne autorisée à telle plainte. Si la législation de la Partie Contractante requérante fixe un délai de forclusion pour la présentation de la plainte de la partie lésée, le texte de cette loi sera aussi communiqué.

5. La demande d'extradition indiquera le nom de la personne dont l'extradition est demandée, sa nationalité et - autant que

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

possible — son signalement, les données sur sa résidence, sa photographie et ses empreintes dactyloscopiques seront aussi jointes.

6. La demande d'extradition, ainsi que tous actes et pièces y relatifs annexés en original ou en copie authentique seront accompagnés d'une traduction dans la langue de la présente Convention, certifiée conforme par les autorités de la Partie requérante.

ARTICLE 7.

(*Arrestation de la personne dont l'extradition est demandée*).

1. Après réception de la demande d'extradition correspondant aux conditions de la Convention, la Partie Contractante requise prendra sans délai des mesures pour trouver la personne dont l'extradition est demandée et l'arrêtera, si nécessaire.

2. Si les données communiquées ne sont pas suffisantes pour l'exécution de la demande d'extradition, la partie Contractante requise demandera le complètement de la demande en indiquant ce qui manque. La Partie Contractante requise pourra fixer à la Partie Contractante requérante un délai de deux mois au maximum, pour ce but; sur demande motivée de la Partie Contractante requérante ce délai pourra être prolongé d'un mois au maximum.

3. Si la Partie Contractante requérante ne supplée pas au manque dans le délai fixé à l'alinéa 2, la personne dont l'extradition est demandée sera élargie. Dans ce cas une nouvelle demande d'extradition est toujours admise.

ARTICLE 8.

(*Arrestation provisoire*).

1. En cas d'urgence l'arrestation provisoire de la personne dont l'extradition est demandée peut être effectuée aussi avant l'arrivée de la demande d'extradition correspondant à l'article 6, si l'autorité compétente d'une Partie Contractante demande directement au Ministère de la Justice de l'autre Partie Contractante par poste, télégraphe ou télex. Cette demande mentionnera l'infraction pour laquelle l'extradition sera demandée, le temps et le lieu où elle a été commise, la date et le numéro du mandat d'arrestation, ou de la décision à base de l'extradition ainsi que, dans la mesure du possible, le signalement de l'individu recherché et son adresse.

2. La Partie Contractante requérante sera informée sans délai de l'arrestation provisoire, du moment de son exécution ou des causes pour lesquelles la demande n'a pas pu être satisfaite.

3. L'arrestation provisoire prendra fin si, dans le délai d'un mois après l'arrestation, la Partie requise n'a pas été saisie de la demande d'extradition.

ARTICLE 9.

(*Exécution de la demande d'extradition*).

1. Simultanément avec la décision sur la demande l'extradition le lieu et le moment de la remise de l'individu seront communiqués à la Partie Contractante requérante.

2. Un refus total ou partiel de la demande d'extradition, ainsi que son retard éventuel seront motivés.

3. Lorsque la personne requise a demandé asile dans le territoire de l'Etat requis, celui-ci pourra surseoir à l'examen de la demande d'extradition jusqu'au moment où les autorités compétentes auront adopté une décision définitive sur la demande d'asile.

La décision sur la demande d'extradition sera en tout cas adoptée dans un délai n'excédant pas quatre mois à compter de la réception de la demande d'extradiction.

ARTICLE 10.

(*Remise de l'individu*).

La Partie Contractante requérante recevra la personne extradée au lieu défini au plus tard dans les quinze jours à compter de la date fixée, faute de quoi la Partie Contractante requise élargira la personne dont l'extradition a été demandée.

ARTICLE 11.

(*Remise ajournée ou conditionnelle*).

1. Si une procédure criminelle est en cours sur le territoire de la Partie Contractante requise contre la personne dont l'extradition a été demandée pour une autre infraction ou si elle a été condamnée pour une autre infraction, la Partie Contractante requise prendra une décision sur l'extradition, mais ajournera la remise de l'individu réclamé jusqu'à la conclusion de la procédure, à l'exécution ou à l'extinction de la peine.

2. La personne dont l'extradition a été demandée pourra être remise provisoirement aussi dans le cas mentionné à l'alinéa 1 à la Partie Contractante requérante, si l'ajournement de la remise produisait la prescription de l'infraction ou rendait l'enquête très difficile. La personne provisoirement remise sera sans délai retransportée à la conclusion de l'action de procédure pour laquelle elle a été remise, et au plus tard dans les trois mois à compter de la remise. Par un commun accord entre les Parties ce délai peut être prolongée d'une période ne dépassant pas les trois mois.

ARTICLE 12.

(*Concours de demandes d'extradition*).

Si l'extradition de la même personne est demandée pour la même infraction ou pour des infractions différentes par plusieurs Etats, la Partie Contractante requise décidera en tenant compte de toutes les circonstances et notamment de la gravité relative et du lieu des infractions, des dates respectives des demandes, de la nationalité de l'individu réclamé et de la possibilité d'une extradition ultérieure à un autre Etat.

ARTICLE 13.

(*Limites de la mise en cause de la personne extradée*).

1. L'individu qui aura été livré ne sera ni poursuivi, ni jugé, ni détenu en vue de l'exécution d'une peine, ni soumis à toute autre restriction de sa liberté individuelle, ni extradé à un Etat tiers, pour un fait quelconque antérieur à la remise, autre que celui ayant motivé l'extradition, sans le consentement de la Partie requise. Une demande sera présentée à cet effet, accompagnée des pièces prévues à l'article 6 et d'un procès-verbal judiciaire consignant les déclarations de l'extradé. Ce consentement sera donné lorsque l'infraction pour laquelle il est demandé entraîne elle-même l'obligation d'extrader aux termes de la présente Convention.

2. Le consentement de la Partie Contractante requise n'est pas nécessaire, si

a) la personne extradée ne quitte pas le territoire de la Partie Contractante requérante dans un mois après la conclusion de la procédure criminelle ou, si elle est condamnée, dans un mois après son élargissement définitif; le temps pendant lequel la personne extradée n'a pas pu quitter sans sa faute le territoire de la Partie Contractante requérante ne compte pas dans ce délai;

b) la personne extradée a quitté le territoire de la Partie Contractante requérante, mais y est retournée de son gré.

ARTICLE 14.

(*Exclusion de l'application de la peine capitale*).

Si l'infraction motivant la demande de l'extradition ne peut être punie de la peine capitale que par la législation de l'Etat requérant, cette peine ne sera pas appliquée ou si elle a été prononcée, ne sera pas exécutée.

ARTICLE 15.

(*Information sur le résultat de la procédure criminelle*).

La Partie Contractante requérante informera la Partie Contractante requise du résultat de la procédure criminelle effectuée con-

tre la personne extradée. Si une décision définitive a été rendue contre la personne extradée, une copie en sera envoyée. Cette obligation comprend aussi les cas définis à l'article 13.

ARTICLE 16.

(*Remise d'objet*).

1. Au cours de la procédure d'extradition, à la demande de la Partie requérante, la Partie requise remettra, dans la mesure permise par sa législation:

a) les objets pouvant servir comme preuve contre la personne dont l'extradition a été demandée;

b) tous objets saisis sur la personne dont l'extradition a été demandée, dans la possession desquels elle est entrée par suite de l'infraction servant à base de l'extradition ou qu'elle a acquis comme contrevaleur de tels objets ou comme prix de l'exécution de l'infraction.

2. Les objets mentionnés à l'alinéa 1 seront remis à la Partie Contractante lors de la remise de la personne extradée, et, dans le cas où ce n'est pas possible, plus tard. La Partie Contractante requise pourra retenir provisoirement ces objets s'ils sont absolument nécessaires pour la poursuite d'une autre procédure criminelle.

3. Le droit d'une tierce personne aux objets remis reste intact. Ces objets seront rendus après conclusion de la procédure criminelle à la Partie Contractante requise pour qu'elle les remette à l'ayant-droit habitant sur son territoire. S'il n'est pas possible d'identifier la personne ayant droit à ces objets, ils seront remis à la Partie Contractante requise sans contrevaleur.

4. Les objets seront délivrés même si l'extradition ne peut s'accomplir par suite de l'évasion ou de la mort de l'individu réclamé ou pour tout autre raison.

ARTICLE 17.

(*Extradition par voie de transit*).

1. Les Parties Contractantes transféreront sur leur propre territoire les personnes extradées par un Etat tiers à l'autre Partie Contractante sur demande de cette dernière. Il n'y a pas d'obligation d'extradition par voie de transit si en vertu de la présente Convention l'extradition n'est pas obligatoire.

2. La demande l'extradition par voie de transit sera présentée et accompagnée d'annexes comme la demande visée à l'article 6.

3. Les Parties Contractantes conviendront dans chaque cas du mode de l'extradition par voie de transit, de sa route et des autres conditions.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

4. Dans le cas où la voie aérienne sera utilisée, il sera fait application des dispositions suivantes:

a) lorsqu'aucun atterrissage ne sera prévu, la Partie requérante avertira la Partie dont le territoire sera survolé, et attestera l'existence d'une des pièces prévues aux paragraphes 1 et 2 de l'article 6. Dans le cas d'atterrissage fortuit, cette notification produira les effets de la demande d'arrestation provisoire revisée à l'article 8 et la Partie requérante adressera une demande régulière de transit;

b) lorsqu'un atterrissage sera prévu, la Partie requérante adressera une demande régulière de transit, conformément aux dispositions du premier alinéa du présent article.

ARTICLE 18.

(*Mode de communication*).

Les demandes d'extradition, de remise provisoire et d'extradition par voie de transit seront présentées par voie diplomatique.

ARTICLE 19.

(*Frais*).

Les frais de l'extradition seront à la charge de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle ils se sont produits, tandis que les frais de l'extradition par voie de transit seront à la charge de la Partie Contractante requérante.

ARTICLE 20.

(*Rapport avec d'autres accords internationaux*).

Les dispositions de la présente section ne portent pas atteinte aux accords internationaux réclant l'extradition en matières particulières et dont les deux Etats contractants sont partie.

ARTICLE 21.

(*Limites temporales*).

Le dispositions de la présente section sont applicables aux infractions commises postérieurement à la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

SECTION II

ENTRAIDE JUDICIAIRE EN MATIERE PENALE

ARTICLE 22.

(*Obligation d'entraide judiciaire*).

Les autorités judiciaires des Parties Contractantes se prêteront une assistance réciproque en matière pénale.

ARTICLE 23.

(Objet de l'entraide judiciaire).

L'entraide judiciaire porte sur l'exécution d'actes de la procédure, ainsi, particulièrement, sur la signification de pièces, l'audition de témoins et d'experts et l'envoi de preuves matérielles et de pièces.

ARTICLE 24.

(Transmission des demandes d'entraide judiciaire).

Les autorités judiciaires des Parties Contractantes transmettront leurs demandes d'assistance judiciaire — pour autant que la présente Convention ne contienne pas d'autres dispositions — d'une part par le Ministère de la Justice de la République Italienne, d'autre part par la voie du Ministère de la Justice ou du Procureur Général de la République Populaire Hongroise.

ARTICLE 25.

(Demande d'entraide judiciaire).

1. La commission rogatoire doit contenir:

a) l'indication de la matière à laquelle la commission rogatoire se rapporte;

b) le nom, l'occupation, le domicile ou la résidence des intéressés;

c) les données nécessaires se référant au sujet de la commission rogatoire; pour des demandes de signification l'adresse du destinataire et la nature de la pièce à signifier; pour des commissions rogatoires en assistance judiciaire les circonstances en matière desquelles une preuve doit être administrée — le cas donné — aussi les questions à poser aux personnes à entendre.

2. La commission rogatoire pour signification ou autre assistance judiciaire sera rédigée dans la langue de la présente Convention ou accompagnée d'une traduction dans cette langue, certifiée conforme par les autorités de la Partie requérante.

ARTICLE 26.

(Exécution des demandes d'entraide judiciaire).

1. Le tribunal requis exécutera la demande d'entraide judiciaire selon la législation de son Etat et peut appliquer au cours de l'exécution — si nécessaire — les mêmes moyens de contrainte prévus par cette législation.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

2. Le tribunal requis peut procéder sur demande de l'autorité requérante aussi selon la procédure spéciale désirée par cette dernière, si ce n'est pas contraire aux principes généraux de la législation de l'Etat du tribunal requis.

3. Sur demande du tribunal requérant le tribunal requis informera directement le tribunal requérant en temps utile du lieu et du moment de l'exécution de l'assistance judiciaire.

ARTICLE 27.

(*Signification d'actes et de pièces*).

1. Si la pièce à signifier a été rédigée dans la langue du tribunal requis ou une traduction dans cette langue y a été jointe, le tribunal requis exécutera la signification en appliquant ses propres règles juridiques.

2. En dehors des cas indiqués à l'alinéa 1 la pièce ne devra être signifiée au destinataire que dans le cas où il l'accepte de son gré.

3. La traduction mentionnée à l'alinéa 1 doit être une traduction effectuée par un organe autorisé ou traducteur assermenté d'une des Parties Contractantes.

4. Le tribunal requis peut exécuter la signification, sur demande du tribunal requérant, aussi selon le procédé spécial désiré par ce dernier, lorsque ce n'est pas contraire aux principes généraux de la législation de l'Etat du tribunal requis.

ARTICLE 28.

(*Manque d'adresse ou de compétence*).

1. Lorsque l'adresse de la personne à entendre ou à laquelle la pièce doit être signifiée n'a pas été indiquée exactement ou a été incorrecte, le tribunal requis établira, si possible, l'adresse correcte.

2. Si le tribunal requis n'a pas de compétence à l'exécution de la commission rogatoire, il transmettra la lettre contenant la commission au tribunal compétent, si ce dernier se trouve dans le pays. Le tribunal requis en informera directement le tribunal requérant.

ARTICLE 29.

(*Preuve de la signification*).

La preuve de la signification se fera au moyen d'un récépissé daté, muni de la signature de la personne ayant fait la signification et du réceptionnaire ainsi que du sceau du tribunal autorisé à exécuter la signification ou par un certificat du tribunal mentionné indiquant le lieu, la manière et la date de la signification.

ARTICLE 30.

(Impossibilité d'exécution).

S'il n'est pas possible de donner suite à la commission rogatoire de signification ou d'assistance judiciaire les pièces devront être renvoyées en indiquant les raison pour lesquelles il n'a pas été possible de satisfaire à la commission rogatoire, ou sur la base desquelles l'exécution a été refusée.

ARTICLE 31.

(Refus de l'entraide judiciaire).

L'entraide judiciaire pourra être refusée:

- a) si la demande se rapporte à des infractions considérées par la Partie requise soit comme des infractions politiques, soit comme des infractions fiscales, militaires, monétaires, douanières ou prévues par la législation sur la presse ou en tout cas ne constituant pas des infractions de droit commun;
- b) si la Partie requise estime que l'exécution de la demande est de nature à porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité et à l'ordre public ou à d'autres intérêts essentiels de son pays.

ARTICLE 32.

(Protection des témoins et experts).

1. Une procédure criminelle ne peut être instituée, une arrestation ne peut être effectuée contre un témoin ou expert qui — sans égard à sa nationalité — paraît volontairement sur la citation qui lui a été signifiée par le tribunal de la Partie requise, devant le tribunal de la Partie Contractante requérante, ni pour l'infraction à la base de la procédure criminelle, ni pour une autre infraction qu'il a commise avant de passer la frontière de la Partie Contractante requérante, et, contre ce témoin ou expert la peine prononcée sur le territoire de la Partie Contractante requérante ne peut pas être exécutée.

2. La protection définie à l'alinéa 1) cesse si le témoin ou expert n'a pas quitté, quoiqu'il en avait eu la possibilité, le territoire de la Partie Contractante requérante dans les 15 jours à compter du jour auquel le tribunal l'a informé que sa présence n'était plus nécessaire.

3. Les frais de la comparition personnelle du témoin et expert sont à la charge de la Partie Contractante requérante. Dans la commission rogatoire de signification de citation sera indiqué le montant qui sera payé au témoin ou expert pour ses frais causés par son voyage et son séjour à l'étranger; le montant transferé à titre d'avance sera aussi indiqué.

4. Les témoins peuvent demander le remboursement de leur manque à gagner, les experts peuvent réclamer en plus une indemnité d'expert.

ARTICLE 33.

(Comparition des personnes détenues).

1. S'il devient nécessaire d'urgence qu'un tribunal d'une des Parties Contractantes entende comme témoin ou expert une personne en état de détention sur le territoire de l'autre Partie Contractante ou y purgeant sa peine privative de liberté, cette dernière Partie Contractante peut — sur demande présentée par voie diplomatique — remettre provisoirement cette personne, pourvu que celle-ci y consente, pour son audition.

2. La personne remise restera en détention et sera retransportée immédiatement après son audition. Dans ce cas cette personne a aussi droit à la protection mentionnée à l'article 32 alinéa 1.

3. Aux conditions mentionnées aux alinéas 1 e 2, ainsi qu'à l'article 32 alinéa 1, il peut aussi être permis le transit de telle personne, qui est détenue dans un Etat tiers ou y purge sa peine privative de liberté.

ARTICLE 34.

(Communication d'extraits du casier judiciaire).

1. Les Parties Contractantes s'envoient réciproquement sur demande, par voie diplomatique, et dans la mesure où les autorités judiciaires respectives pourraient elles-mêmes les obtenir en pareil cas, les extraits du casier judiciaire relatifs aux nationaux de l'autre Partie, ou à des personnes séjournant sur le territoire de cette Partie, pour les besoins d'une affaire pénale.

2. La Partie Contractante requise peut refuser l'exécution de la demande si elle se rapporte à son propre ressortissant.

ARTICLE 35.

(Frais).

1. Les frais résultant de l'exécution de l'assistance judiciaire en matière pénale sont à la charge de la Partie contractante sur le territoire de laquelle ils se sont produits.

2. Les frais résultant du transfert provisoire d'une personne en état de détention sur le territoire de la Partie Contractante requise, sont à la charge de la Partie Contractante requérante.

ARTICLE 36.

(Prise en charge de la procédure criminelle).

Dans le cas où un ressortissant de l'un des Etats contractants aura commis sur le territoire de l'autre Etat contractant une infraction

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

punissable par voie judiciaire dans tous les deux Etats contractants, l'Etat du lieu où l'infraction a été commise pourra demander, par la voie prévue à l'article 24, à l'autre Etat contractant de se charger de la procédure criminelle respective.

ARTICLE 37.

(*Obligation de la prise en charge*).

1. La Partie requise s'engage, dans la mesure où elle a compétence pour les juger, à faire poursuivre par ses propres autorités judiciaires les personnes qui auront commis des infractions visées à l'article précédent.

2. Lors du jugement des infractions contre la sécurité de la circulation routière on se fondera sur les règles de circulation routière en vigueur au lieu où l'infraction a été commise, pour apprécier les éléments de fait constituant l'infraction; dans ce cas la demande devra être envoyée par la Partie requérante avant l'expiration d'un délai de 60 jours à compter, selon le cas, de la date à laquelle l'infraction a été commise ou de la découverte de l'auteur de l'infraction.

ARTICLE 38.

(*Demande de prise en charge*).

La demande de prise en charge de la procédure criminelle devra contenir un exposé des faits auquel il faut joindre:

- a) le dossier original ou la copie ou la photocopie certifiées conformes de celui-là ainsi que les objets pouvant servir comme preuves;
- b) à titre d'information les dispositions de la législation en vigueur dans l'Etat requérant applicables à l'infraction commise;
- c) en outre, en cas des infractions contre la sécurité de la circulation routière, les règles de la circulation routière nécessaires à l'appréciations de l'infraction.

ARTICLE 39.

(*Information sur le résultat de la procédure criminelle*).

1. L'Etat requis informera l'Etat requérant, par la voie prévue à l'article 24 des disposition prises par suite de la demande ainsi que du résultat de la procédure criminelle, et au cas échéant il y joindra l'expédition, la copie ou la photocopie certifiées conformes de la décision définitive.

2. Les droits éventuels de l'Etat requis ou d'une tierce personne aux objets remis resteront intacts. Les pièces et les objets remis seront rendus dans le plus bref délai possible.

ARTICLE 40.

(*Interruption de la prescription*).

La demande de prise en charge de la procédure criminelle interrompra la prescription dans l'Etat requis. La prescription s'interrompra au moment où la demande de prise en charge de la procédure criminelle aura été expédiée à l'Etat requis.

SECTION III

DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 41.

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangées à Rome aussitôt que possible.

ARTICLE 42.

1. La présente Convention entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification et perdra sa vigueur après une année à compter du jour auquel une des Parties Contractantes l'aura dénoncée.

2. Simultanément avec l'entrée en vigueur de la présente Convention perdent leur vigueur la Convention faite à Turin le 27 février 1869 en matière de l'extradition réciproque de délinquents de droit commun, ainsi que la Convention faite à Vienne le 6 décembre 1882 au sujet de l'extradition par voie de transit de délinquents de droit commun extradés par d'autres Etats.

En foi de quoi les Plénipotentiaires ont apposé leurs signatures et leurs sceaux à la présente Convention.

Fait à Budapest le 26 mai 1977 en deux exemplaires, les deux en langue française.

Au nom de la République Italienne

FRANCESCO PAOLO BONIFACIO

Au nom de la République Populaire Hongroise

KOROM MIHALY

N.B. - Traduzione non ufficiale

CONVENZIONE

di estradizione e di assistenza giudiziaria in materia penale tra la Repubblica italiana e la Repubblica popolare ungherese

Il Presidente della Repubblica Italiana e il Consiglio Presidenziale della Repubblica Popolare Ungherese, desiderando regolamentare tra i due Stati la estradizione, nonché l'assistenza giudiziaria reciproca in materia penale hanno convenuto di concludere a questo proposito una convenzione e hanno designato a tal fine come loro Plenipotenziari:

Il Presidente della Repubblica Italiana:

S. E. Francesco Paolo Bonifacio, Ministro della giustizia;

Il Consiglio Presidenziale della Repubblica Popolare Ungherese:

S. G. Mihaly Korom, Ministro della giustizia.

I Plenipotenziari dopo essersi scambiati i loro pieni poteri riconosciuti in buona e debita forma, hanno convenuto le disposizioni seguenti:

SEZIONE I

ESTRADIZIONE

ARTICOLO 1.

(*Obbligo di estradizione*).

Le parti contraenti si impegnano a consegnarsi reciprocamente, dietro richiesta, secondo le norme ed alle condizioni determinate dagli articoli seguenti e delle norme di procedura del loro diritto interno, gli individui perseguiti o condannati dalle Autorità giudiziarie dell'altro Stato.

ARTICOLO 2.

(*Oggetto dell'estradizione*).

1) Saranno soggetti a estradizione:

a) gli individui perseguiti per reati punibili dalle leggi delle Parti Contraenti con una pena massima di almeno due anni di reclusione o con una pena più grave;

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

b) gli individui che, per reati punibili dalle leggi delle due Parti Contraenti sono stati condannati definitivamente dai tribunali dello Stato richiedente ad una pena non inferiore ai sei mesi di reclusione.

2) In caso di richieste di estradizione relativa a più reati, alcuni dei quali non rispondenti alle condizioni menzionate nei commi precedenti per quel che concerne l'entità della pena, la Parte Contraente richiesta può consentire l'estradizione per tutti i reati.

ARTICOLO 3.

(*Limiti soggettivi all'estradizione*).

Le Parti Contraenti non concederanno l'estradizione dei propri cittadini e degli apolidi residenti. La qualità di cittadino sarà accertata alla data della richiesta di estradizione.

ARTICOLO 4.

(*Eccezioni all'obbligo di estradizione*).

L'estradizione sarà rifiutata:

a) se il reato, secondo la legge della Parte richiesta, è stato commesso in tutto o in parte sul territorio della Parte stessa;

b) se, per questo reato, secondo le leggi di una delle Parti, il procedimento o l'azione penale non sono consentite a causa di prescrizione o di sopraggiunta amnistia o per altre ragioni che impediscono l'esercizio dell'azione penale o l'esecuzione della pena;

c) se, in una delle due Parti il reato che motiva la richiesta è previsto esclusivamente dalla legislazione sulla stampa, dalle leggi fiscali, doganali o valutarie;

d) se in una delle due Parti il reato che motiva la richiesta consiste unicamente nella violazione dell'obbligo militare;

e) se per lo stesso reato è stata pronunciata una condanna definitiva dalle autorità della Parte richiesta o se è in corso un procedimento di queste stesse autorità a carico della persona di cui è richiesta l'estradizione;

f) se i reati sono stati commessi fuori dal territorio della Parte richiedente da uno straniero e la legislazione dello Stato richiesto non autorizza il perseguimento degli stessi reati commessi fuori del suo territorio;

g) se in una delle due Parti il reato è perseguibile solo dietro querela della parte lesa e questa non ha presentato querela in tempo debito; quando il diritto della Parte Contraente richiedente non esige la querela della parte lesa, la Parte Contraente richiesta calcolerà i termini fissati dal proprio diritto per la presentazione della querela a partire dal giorno in cui la parte lesa ha appreso che la persona incriminata si trova sul territorio della predetta Parte Contraente.

ARTICOLO 5.

(Reati politici).

L'estradizione non sarà concessa nei seguenti casi:

- 1) quando il reato per il quale essa è richiesta è considerato dallo Stato richiesto come un reato politico o come un fatto connesso a tale reato;
- 2) quando la persona di cui è stata richiesta l'estradizione ha ricevuto asilo politico nel territorio dello Stato richiesto;
- 3) quando l'estradizione non è compatibile con gli altri obblighi internazionali dello Stato richiesto.

ARTICOLO 6.

(Domande d'estradizione e documenti a sostegno).

- 1) Un mandato di arresto dell'autorità giudiziaria sarà allegato alla domanda di estradizione per dar corso al procedimento penale. Tale mandato conterrà la descrizione dei fatti costituenti il reato e il testo delle norme giuridiche sul reato stesso e la pena prevista; in caso di reati contro la proprietà saranno indicati l'ammontare dei danni causati dal reato o i danni che il reato avrebbe potuto causare.
- 2) Alla domanda di estradizione per esecuzione della pena sarà allegata la sentenza con le motivazioni e l'attestato che la sentenza è passata in giudicato, nonché il testo delle norme giuridiche sul reato commesso dal condannato; inoltre la domanda indicherà quale parte della pena è già stata scontata dallo stesso.
- 3) Se la sentenza allegata alla domanda di estradizione è stata emessa in contumacia dell'individuo di cui è stata chiesta l'estradizione, la Parte Contraente richiedente non eseguirà la sentenza ma farà luogo nuovamente al procedimento con la partecipazione della persona estradata nei casi ammessi e secondo le condizioni previste dalla propria legislazione.
- 4) In caso di reato perseguitabile su querela della parte lesa, la domanda di estradizione indicherà la data di presentazione di tale querela e la sua presentazione da parte di persona autorizzata a sporgere tale querela. Se la legislazione della Parte Contraente richiedente fissa un termine di prescrizione per la presentazione della querela della parte lesa, verrà comunicato anche il testo della legge stessa.
- 5) La domanda di estradizione dovrà indicare il nome della persona di cui è richiesta l'estradizione, la sua nazionalità e, se possibile, saranno anche uniti i suoi dati segnaletici, la sua residenza, la sua fotografia e le sue impronte digitali.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

6) La domanda di estradizione, nonché tutti gli atti e documenti relativi allegati in originale o in copia autentica, saranno accompagnati da una traduzione nella lingua della presente Convenzione, autenticata da parte delle autorità della Parte richiedente.

ARTICOLO 7.

(*Arresto della persona di cui è chiesta l'estradizione*).

1) Ricevuta la domanda di estradizione corrispondente alle condizioni della Convenzione, la Parte Contraente richiesta adotterà senza indugi le misure atte a rintracciare la persona di cui è richiesta l'estradizione e, se necessario, procederà al suo arresto.

2) Se i dati comunicati non sono sufficienti per l'esecuzione della domanda di estradizione, la Parte Contraente richiesta chiederà il completamento della domanda indicando le parti mancanti. La Parte Contraente richiesta potrà fissare alla Parte Contraente richiedente un termine di due mesi al massimo per tale scopo; su domanda motivata della Parte Contraente richiedente il termine potrà essere prorogato al massimo di un mese.

3) Se la Parte Contraente richiedente non provvede al completamento richiesto nel termine fissato al comma secondo, la persona di cui è domandata l'estradizione sarà scarcerata. In questo caso è sempre ammessa una nuova domanda di estradizione.

ARTICOLO 8.

(*Arresto provvisorio*).

1) In caso di urgenza l'arresto provvisorio della persona di cui è stata chiesta l'estradizione può essere effettuato anche prima dell'arrivo della domanda di estradizione di cui all'articolo 6, se l'autorità competente di una Parte contraente lo richiede direttamente al Ministero della giustizia dell'altra Parte Contraente, per posta, telegrafo o telex. Tale domanda menzionerà il reato per il quale sarà chiesta l'estradizione e il tempo e il luogo in cui esso è stato commesso, la data e il numero del mandato d'arresto, o della decisione che motiva l'estradizione, e, nei limiti del possibile, i dati segnaletici dell'individuo ricercato e il suo indirizzo.

2) La Parte Contraente richiedente sarà informata senza indugi dell'arresto provvisorio, del momento della sua esecuzione o delle cause per le quali la richiesta non ha potuto essere soddisfatta.

3) L'arresto provvisorio avrà termine se, entro un mese dall'arresto, la Parte richiesta non sarà stata investita della domanda di estradizione.

ARTICOLO 9.

(*Esecuzione della domanda di estradizione*).

1) Contestualmente alla decisione sulla domanda di estradizione verranno comunicati alla Parte Contraente il luogo e il momento della consegna dell'individuo.

2) Un rifiuto totale o parziale della domanda di estradizione o un eventuale ritardo dovranno essere motivati.

3) Allorché la persona di cui è domandata l'estradizione ha chiesto asilo politico nel territorio dello Stato richiesto, questo potrà soprassedere all'esame della domanda di estradizione fino al momento in cui le autorità competenti non avranno adottato una decisione definitiva sulla domanda di asilo.

La decisione sulla domanda di estradizione sarà in ogni caso adottata in un lasso di tempo non superiore ai quattro mesi a decorrere dalla data della ricezione della richiesta di estradizione.

ARTICOLO 10.

(*Consegna dell'individuo*).

La Parte Contraente richiedente riceverà la persona estradata nel luogo indicato entro un periodo massimo di quindici giorni a decorrere dalla data fissata; se ciò non avverrà la Parte Contraente richiesta rimetterà in libertà la persona di cui è stata chiesta la estradizione.

ARTICOLO 11.

(*Consegna rinviata o condizionata*).

1) Se sul territorio della Parte Contraente richiesta è in corso, per un altro reato, un procedimento penale contro la persona di cui è stata chiesta l'estradizione, oppure essa è stata condannata per un altro reato, la Parte Contraente richiesta prenderà una decisione sull'estradizione ma rinvierà la consegna dell'individuo reclamato alla conclusione del procedimento, e all'esecuzione o all'estinzione della pena.

2) La persona di cui è stata chiesta l'estradizione potrà essere consegnata provvisoriamente anche nel caso menzionato al comma primo alla Parte Contraente richiedente, nel caso in cui il rinvio della consegna comporti la prescrizione del reato o renda molto difficile l'inchiesta. La persona consegnata provvisoriamente alla Parte richiedente sarà subito riconsegnata alla Parte richiesta a conclusione dell'azione penale per la quale è stata consegnata e al più tardi entro tre mesi a partire dalla data della consegna. Per comune accordo tra le Parti questo termine può essere prorogato di un periodo non superiore ai tre mesi.

ARTICOLO 12.

(Concorso di domanda di estradizione).

Se l'estradizione della stessa persona è chiesta per lo stesso reato o per reati diversi da più di uno Stato, la Parte Contraente richiesta deciderà in merito all'estradizione tenendo conto di tutte le circostanze e soprattutto del grado di entità dei reati e del luogo in cui sono stati commessi, delle date rispettive delle domande, della nazionalità dell'individuo richiesto e della possibilità di un'ulteriore estradizione verso un altro Stato.

ARTICOLO 13.

(Limiti alla chiamata in causa della persona estradata).

1) L'individuo consegnato alla Parte richiedente non sarà perseguito, né giudicato, né detenuto in vista dell'esecuzione di una pena, né sottoposto a qualsiasi altra limitazione della sua libertà individuale, né estradato verso uno Stato terzo per un reato qualsiasi anteriore alla sua consegna che sia diverso da quello motivante l'estradizione, senza il consenso della Parte richiesta. A questo effetto dovrà essere presentata una domanda accompagnata dai documenti previsti all'articolo 6 e da un verbale dell'autorità giudiziaria che contenga le dichiarazioni della persona estradata. Tale consenso dovrà essere fornito allorché il reato per il quale è richiesto comporti esso stesso l'obbligo di estradizione in base alla presente Convenzione.

2) Il consenso della Parte Contraente richiesta non è necessario se:

a) la persona estradata non ha lasciato il territorio della parte richiedente entro un mese a decorrere dalla conclusione del procedimento penale o, nel caso la persona sia stata condannata, entro un mese dalla sua definitiva scarcerazione; il lasso di tempo durante il quale la persona estradata non ha potuto lasciare, non per sua colpa, il territorio della Parte Contraente richiedente non viene calcolato in questo termine;

b) la persona estradata ha lasciato il territorio della Parte richiedente ma vi è ritornata di sua volontà.

ARTICOLO 14.

(Esclusione dell'applicazione della pena capitale).

Se il reato che ha motivato la richiesta di estradizione è punibile con la pena capitale solo secondo la legislazione dello Stato richiedente, tale pena non sarà applicata e, se essa è già stata pronunciata, non sarà eseguita.

ARTICOLO 15.

(*Informazione sul risultato del procedimento penale*).

La Parte richiedente dovrà informare la Parte richiesta del risultato del procedimento penale celebrato nei confronti della persona estradata. Se sarà stata emessa una sentenza definitiva contro la persona estradata, dovrà esserne inviata una copia all'altra Parte Contraente. Questo obbligo riguarda anche i casi indicati all'articolo 13.

ARTICOLO 16.

(*Consegna di oggetti*).

1) Nel corso della procedura di estradizione, su richiesta della parte richiedente, la parte richiesta consegnerà, nella misura consentita dalla propria legislazione:

a) gli oggetti che possono servire come prova contro la persona di cui è stata chiesta l'estradizione;

b) tutti gli oggetti trovati in possesso della persona di cui è stata chiesta l'estradizione e di cui tale persona sia entrata in possesso a seguito del reato motivante l'estradizione o che essa abbia acquisito come controvalore o come prezzo del reato commesso.

2) Gli oggetti menzionati al comma primo saranno consegnati alla Parte Contraente richiedente al momento della consegna della persona estradata o, nel caso in cui ciò non sia possibile, successivamente. La Parte Contraente richiesta potrà trattenere provvisoriamente tali oggetti se essi sono assolutamente necessari per lo svolgimento di un altro procedimento penale.

3) Il diritto dei terzi sugli oggetti consegnati rimane inalterato. Tali oggetti saranno restituiti dopo la conclusione del procedimento penale alla Parte Contraente richiesta affinché essa li consegni agli aventi diritto residenti sul suo territorio. Se non è possibile identificare la persona avente diritto a tali oggetti, essi saranno consegnati alla Parte Contraente richiesta senza corrispettivo.

4) Gli oggetti saranno consegnati anche se l'estradizione non può aver luogo a seguito dell'evasione o del decesso dell'individuo per cui è richiesta o per qualsiasi altro motivo.

ARTICOLO 17.

(*Estradizione in transito*).

1) Le Parti Contraenti trasferiranno sul proprio territorio le persone estradate da uno Stato terzo verso l'altra Parte Contraente su richiesta di quest'ultima. Non vi è obbligo di estradizione in

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

transito se in virtù della presente Convenzione l'estradizione non è obbligatoria.

2) La domanda di estradizione in transito sarà presentata e accompagnata da allegati come la domanda di cui all'articolo 6.

3) Le Parti Contraenti si accorderanno per ogni singolo caso sulle modalità di estradizione in transito, sul suo tragitto e sulle altre condizioni.

4) Nel caso in cui venga utilizzata la via aerea occorrerà applicare le seguenti disposizioni:

a) allorché non è previsto un atterraggio, la Parte richiedente avvertirà la Parte della quale sorvolerà il territorio e attesterà l'esistenza di uno dei documenti previsti ai paragrafi 1 e 2 dell'articolo 6. Nel caso di atterraggio fortuito, questa notifica produrrà gli effetti della richiesta di arresto provvisorio previsto all'articolo 8 e la Parte richiedente formulerà una regolare domanda di transito;

b) allorché è previsto un atterraggio la Parte richiedente formulerà una regolare domanda di transito, conformemente alle disposizioni del primo comma del presente articolo.

ARTICOLO 18.

(*Modalità di comunicazione*).

Le domande di estradizione, di consegna provvisoria e di estradizione in transito saranno presentate per via diplomatica.

ARTICOLO 19.

(*Spese*).

Le spese di estradizione saranno a carico della Parte Contraente sul territorio della quale si sono verificate, mentre le spese di estradizione in transito saranno a carico della Parte Contraente richiedente.

ARTICOLO 20.

(*Rapporti con altri accordi internazionali*).

Le disposizioni della presente sezione non inficiano gli accordi internazionali che regolano l'estradizione in materie particolari e di cui i due Stati contraenti sono Parti.

ARTICOLO 21.

(*Limiti temporali*).

Le disposizioni della presente sezione sono applicabili ai reati commessi posteriormente alla data dell'entrata in vigore della presente Convenzione.

SEZIONE II

ASSISTENZA GIUDIZIARIA IN MATERIA PENALE

ARTICOLO 22.

(*Obbligo di assistenza giudiziaria*).

Le autorità giudiziarie delle Parti Contraenti si presteranno assistenza reciproca in materia penale.

ARTICOLO 23.

(*Oggetto dell'assistenza giudiziaria*).

L'assistenza giudiziaria riguarda l'esecuzione di atti di procedura e in particolare la notifica degli atti, l'audizione dei testimoni e degli esperti e l'invio di prove materiali e di documenti.

ARTICOLO 24.

(*Trasmissione delle richieste di collaborazione giudiziaria*).

Le autorità giudiziarie delle Parti Contraenti trasmetteranno le proprie richieste di assistenza giudiziaria — purché la presente Convenzione non contenga altre disposizioni — per una Parte tramite il Ministero della giustizia della Repubblica Italiana, per l'altra Parte tramite il Ministero della giustizia o il Procuratore Generale della Repubblica Popolare Ungherese.

ARTICOLO 25.

(*Richiesta di assistenza giudiziaria*).

1) La rogatoria deve contenere:

- a) l'indicazione della materia alla quale la rogatoria si riferisce;
- b) il nome, l'occupazione, il domicilio o la residenza dello interessato;
- c) i dati necessari relativi all'oggetto della rogatoria; per richieste di notifica l'indirizzo del destinatario e la natura degli atti da notificare; per rogatorie di assistenza giudiziaria le circostanze in virtù delle quali una prova deve essere assunta e, nel caso, anche le domande da rivolgere alle persone da interrogare.

2) La rogatoria per notifica o per altra assistenza giudiziaria sarà redatta nella lingua della presente Convenzione o accompagnata da una traduzione in questa lingua autenticata dalle autorità della Parte richiedente.

ARTICOLO 26.

(Esecuzione delle richieste di assistenza giudiziaria).

- 1) Il Tribunale richiesto darà esecuzione alla richiesta di assistenza giudiziaria secondo la legislazione del suo Stato e potrà applicare nel corso della esecuzione, se necessario, gli stessi mezzi di coercizione previsti da questa legislazione.
- 2) Il Tribunale richiesto, su domanda dell'autorità richiedente, può procedere anche seguendo la procedura speciale richiesta da quest'ultima se ciò non è contrario ai principi generali della legislazione dello Stato del Tribunale richiesto.
- 3) Su richiesta del Tribunale richiedente il Tribunale richiesto informerà direttamente, in tempo utile, il Tribunale richiedente del luogo e del momento della esecuzione dell'assistenza giudiziaria.

ARTICOLO 27.

(Notifica di atti e di documenti).

- 1) Se il documento da notificare è stato redatto nella lingua del Tribunale richiesto oppure ne è stata allegata una traduzione in questa lingua, il Tribunale richiesto eseguirà la notifica applicando le proprie norme giuridiche.
- 2) Ad eccezione dei casi indicati al comma 1, il documento dovrà essere notificato al destinatario solo nel caso in cui egli lo accetti volontariamente.
- 3) La traduzione menzionata al comma 1 deve essere affettuata da un organo autorizzato o da un traduttore giurato di una delle Parti Contraenti.
- 4) Il Tribunale richiesto può eseguire la notifica, su richiesta del Tribunale richiedente, anche secondo la procedura speciale desiderata da quest'ultimo, se questa non è contraria ai principi generali della legislazione dello Stato del Tribunale richiesto.

ARTICOLO 28.

(Mancanza di indirizzo o di competenza).

- 1) Allorché l'indirizzo della persona da interrogare o alla quale il documento deve essere notificato non è indicato in maniera precisa o è sbagliato, il Tribunale richiesto accerterà, se possibile, l'indirizzo esatto.
- 2) Se il Tribunale richiesto non ha competenza ad eseguire la rogatoria, dovrà trasmettere la lettera contenente la rogatoria al Tribunale competente se quest'ultimo si trova nel Paese. Il Tribunale richiesto ne informerà direttamente il Tribunale richiedente.

ARTICOLO 29.

(Attestato di notifica).

L'attestazione di notifica si farà per mezzo di una ricevuta datata corredata della firma della persona che ha effettuato la notifica e del destinatario nonché del sigillo del Tribunale autorizzato a eseguire la notifica oppure da un certificato del suddetto Tribunale che indichi il luogo, le modalità e la data della notifica.

ARTICOLO 30.

(Impossibilità di esecuzione).

Se non è possibile dare esecuzione alla rogatoria di notifica o di assistenza giudiziaria, gli atti dovranno essere restituiti alla Parte richiedente indicando i motivi per i quali non è stato possibile soddisfare la rogatoria o sulla base dei quali l'esecuzione è stata rifiutata.

ARTICOLO 31.

(Rifiuto di assistenza giudiziaria).

L'assistenza giudiziaria potrà essere rifiutata:

a) se la richiesta si riferisce a reati considerati dalla Parte richiesta reati politici, oppure reati connessi a reati politici, oppure reati fiscali, militari, valutari, doganali o previsti dalla legislazione sulla stampa o comunque non costituenti reati comuni;

b) se la Parte richiesta ritiene che l'esecuzione della richiesta sia suscettibile di pregiudicare la sovranità, la sicurezza e l'ordine pubblico od altri interessi fondamentali del proprio Paese.

ARTICOLO 32.

(Protezione dei testimoni e degli esperti).

1) Non può essere instaurato un procedimento penale né può essere effettuato un arresto nei confronti di un testimone o di un esperto che, indipendentemente dalla sua nazionalità, si sia presentato volontariamente, dietro citazione del tribunale della Parte richiesta, davanti al Tribunale della Parte Contraente richiedente, né per il reato che motiva il procedimento penale, né per altro reato commesso prima di passare la frontiera della Parte Contraente richiedente e, contro tale testimone o esperto, la condanna pronunciata sul territorio della Parte Contraente richiedente non può essere eseguita.

2) La protezione indicata al comma 1 cessa se il testimone o perito non ha lasciato, pur avendo la possibilità di farlo, il territorio della Parte Contraente richiedente entro 15 giorni a decorrere dalla data in cui il tribunale l'ha informato che la sua presenza non era più necessaria.

LEGISLATURA VII — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

3) Le spese della comparizione personale del testimonio o del perito sono a carico della Parte Contraente richiedente. Nella rogatoria di notifica della citazione sarà indicato l'ammontare da versare al testimone o perito per le spese sostenute in relazione al viaggio ed al soggiorno all'estero; sarà indicato inoltre l'ammontare versato a titolo di anticipo.

4) I testimoni possono chiedere il rimborso del loro mancato guadagno ed i periti un onorario per la perizia.

ARTICOLO 33.

(Comparizione di persone detenute).

1) Se si rende necessario che un tribunale di una delle Parti Contraenti ascolti come testimone o esperto una persona in stato di detenzione sul territorio dell'altra Parte Contraente o che stia scontando in tale Paese una pena limitativa della libertà, questa ultima Parte può, su richiesta presentata per via diplomatica, consegnare provvisoriamente per il suo esame tale persona, purché essa sia consenziente.

2) La persona consegnata resterà in stato di detenzione e sarà immediatamente tradotta in carcere dopo l'esame. In questo caso tale persona ha diritto anche alla protezione menzionata all'articolo 32, comma 1.

3) Alle condizioni menzionate ai commi 1 e 2, nonché all'articolo 32 comma 1, può essere consentito anche il transito di persona detenuta in uno Stato terzo o che stia scontando in esso una pena limitativa della libertà.

ARTICOLO 34.

(Comunicazione di estratti del casellario giudiziario).

1) Le Parti Contraenti si inviano reciprocamente su richiesta, per via diplomatica, e nella misura in cui le rispettive autorità giudiziarie potrebbero a loro volta ottenerli in analogo caso, gli estratti del casellario giudiziario relativi ai cittadini dell'altra Parte o a persone residenti sul territorio di questa Parte, per esigenze di carattere penale.

2) La Parte Contraente richiesta può rifiutarsi di soddisfare la richiesta se questa si riferisce ad un proprio cittadino.

ARTICOLO 35.

(Spese).

1) Le spese risultanti dall'esecuzione dell'assistenza giudizaria in materia penale sono a carico della Parte Contraente sul territorio della quale esse si sono verificate.

2) Le spese risultanti dal trasferimento provvisorio di una persona in stato di detenzione sul territorio della Parte Contraente richiesta sono a carico della Parte Contraente richiedente.

ARTICOLO 36.

(Presa a carico del procedimento penale).

Nel caso in cui un cittadino di uno degli Stati Contraenti abbia commesso sul territorio dell'altro Stato Contraente un reato punibile giudizialmente in entrambi gli Stati Contraenti, lo Stato in cui il reato è stato commesso potrà, attraverso le vie previste all'articolo 24, richiedere all'altro Stato contraente di farsi carico del relativo procedimento penale.

ARTICOLO 37.

(Obbligo della presa a carico del procedimento).

1) La Parte richiesta si impegna, nella misura in cui essa è competente a giudicarle, a far perseguire dalle proprie autorità giudiziarie le persone che abbiano commesso i reati previsti all'articolo precedente.

2) Nel giudizio sui reati contro la sicurezza della circolazione stradale ci si baserà sulle norme della circolazione stradale in vigore nel territorio in cui è stata commessa l'infrazione, per valutare gli elementi di fatto che costituiscono il reato; in questo caso la richiesta dovrà essere inviata dalla Parte richiedente prima della scadenza di 60 giorni a decorrere dalla data in cui il reato è stato commesso o, secondo i casi, dalla data della scoperta dell'autore dell'infrazione.

ARTICOLO 38.

(Richiesta di assunzione del procedimento).

La richiesta di assunzione del procedimento penale dovrà contenere una esposizione sommaria dei fatti a cui occorre allegare:

- a) l'incartamento originale o la copia o la fotocopia autenticate di esso nonché gli oggetti che possono servire come prove;
- b) a titolo di informazione le norme della legislazione in vigore nello Stato richiedente applicabili al reato commesso;
- c) inoltre, nel caso di reati contro la sicurezza della circolazione stradale, le norme della circolazione stradale necessarie alla valutazione del reato.

ARTICOLO 39.

(Informazione sul risultato del procedimento penale).

1) Lo Stato richiesto informerà lo Stato richiedente, per le vie previste all'articolo 24, delle disposizioni adottate a seguito della richiesta nonché del risultato del procedimento penale, e, se è il caso, vi allegherà l'originale dell'atto giudiziale, la sua copia o fotocopia autenticata della sentenza definitiva.

2) Gli eventuali diritti dello Stato richiesto o di una terza persona sugli oggetti consegnati rimarranno inalterati. Gli atti e gli oggetti consegnati saranno restituiti nel più breve tempo possibile.

ARTICOLO 40.*(Interruzione della prescrizione).*

La richiesta di assunzione del procedimento penale interrompe la prescrizione nello Stato richiesto. La prescrizione si interromperà nel momento in cui la richiesta di assunzione del procedimento penale sarà stata inviata allo Stato richiesto.

SEZIONE III*(Disposizioni finali).***ARTICOLO 41.**

La presente Convenzione sarà ratificata e gli strumenti di ratifica saranno scambiati a Roma non appena possibile.

ARTICOLO 42.

1) La presente Convenzione entrerà in vigore trenta giorni dopo lo scambio degli strumenti di ratifica e cesserà di essere in vigore un anno dopo il giorno in cui una delle Parti Contraenti l'avrà denunciata.

2) Contestualmente all'entrata in vigore della presente Convenzione cesserà di essere in vigore la Convenzione conclusa a Torino il 27 febbraio 1869 in materia di estradizione reciproca di colpevoli di reati comuni, così come la Convenzione conclusa a Vienna il 6 dicembre 1882 relativa all'estradizione per via di transito di colpevoli di reati comuni estradati da altri Stati.

In fede di che i Plenipotenziari hanno apposto le proprie firme e i propri sigilli alla presente Convenzione.

Fatto a Budapest il 26 maggio 1977 in due esemplari, entrambi in lingua francese.

In nome della
Repubblica Italiana

FRANCESCO PAOLO BONIFACIO

In nome della
Repubblica Ungherese

KOROM MIHALY